

*Article 29 du Règlement*

Le député a dit espérer qu'un jour les enfants pourraient aller à l'école ensemble, les maris et les femmes pourraient vivre ensemble, les gens pourraient gouverner ensemble et travailler ensemble sur un pied d'égalité. Voilà dans quel but nous devons orienter nos efforts si nous voulons voir disparaître un jour ce régime odieux et inacceptable appelé l'apartheid.

Je n'ai pas eu l'occasion de constater les faits directement, comme bien d'autres députés, mais je me souviens de ce que j'ai dit, l'autre jour, en réponse aux allégations portées contre Kurt Waldheim lorsqu'il a été élu à la tête du gouvernement autrichien. J'ai demandé la tenue d'une enquête internationale sur les graves allégations portées contre lui. Je pars du principe que nos actes doivent reposer sur les faits et que nous devons être considérés innocents jusqu'à preuve du contraire. Je ne crois pas qu'un pays ait le droit d'agir précipitamment. Je ne pense pas que nous ayons le droit de critiquer à moins d'avoir des preuves. Peu importe si je suis personnellement offensée, comme la plupart d'entre nous l'ont été, j'estime que les règles du droit et de la moralité priment avant tout.

Nous avons entendu le témoignage de mes collègues qui sont allés sur place et qui ont vu de leurs propres yeux ce qui se passait. Nous avons aussi entendu le témoignage d'un membre éminent de la communauté sud-africaine, de l'homme très dynamique qui était parmi nous il y a une semaine à peine, l'évêque Tutu. Il personnifie la paix, la bonne volonté de l'homme à l'égard de l'homme et le droit de vivre en harmonie avec ses voisins. Il a lancé un appel au bon sens et à la solidarité pour mettre un terme au mauvais régime qu'est l'apartheid. Il a conseillé de lutter avec prudence mais avec fermeté contre le régime que l'Afrique du Sud a choisi. Il a préconisé la coopération et l'association, et il a demandé de faire preuve de justice et d'équité. A un certain moment, il n'approuvait pas l'idée d'imposer des sanctions mais il en est arrivé à la conclusion qu'il faut agir maintenant, et que les sanctions semblent être le prochain voire l'ultime recours avant qu'un affreux carnage ne ravage l'Afrique du Sud à cause de l'apartheid.

● (1810)

Alors que nous écoutions l'évêque Tutu à la télévision, nous avons reçu le rapport du groupe de personnalités éminentes qui a corroboré tout ce que nous avions vu dans les médias. Les personnalités éminentes ont relaté leurs expériences personnelles troublantes et elles ont parlé du carnage dont elles ont été témoins à Alexandra dès leur arrivée. Elles ont parlé de ce qui s'est passé à Cape Town le jour de leur départ; Crossroads était en feu et un écran de fumée obstruait le ciel. Elles ont parlé d'un pays bouleversé et elles ont assisté à d'atroces souffrances. La tuerie se poursuivait pendant qu'elles écrivaient.

Je me demande combien se sont identifiés aux hommes, aux femmes et aux enfants battus que nous avons vus à la télévision. Nous sommes-nous imaginés, nous et notre famille, dans une situation analogue? Pouvions-nous comprendre la douleur, la misère et le désespoir qui amenaient une population désarmée à tenter toutes les mesures possibles pour faire entrer un

peu de raison dans l'esprit des dirigeants d'Afrique du Sud et pour porter à l'attention du gouvernement son désir d'égalité?

Voici ce que disait le groupe des personnes éminentes:

La question posée aux chefs de gouvernement nous paraît claire. Il ne s'agit pas de savoir si de telles mesures forceront le changement, mais bien de reconnaître que leur absence et la certitude à Pretoria qu'il n'y a pas lieu de s'en inquiéter, retardent le changement. Le Commonwealth va-t-il rester indifférent pendant que continue l'escalade de la violence? Ou va-t-il prendre des mesures concertées et efficaces?

De telles mesures représentent peut-être la dernière chance d'éviter le pire bain de sang depuis la Seconde Guerre mondiale.

Puis, un peu plus loin:

C'est la raison pour laquelle les pays dont les économies sont liées à celle de l'Afrique du Sud, et qui demeurent vulnérables, considèrent néanmoins l'imposition de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud comme le dernier instrument efficace de changement en l'absence de négociations sérieuses entre le gouvernement d'Afrique du Sud et de vrais leaders noirs.

J'ai une bonne mémoire, mais je pense qu'il y en a aussi beaucoup ici qui se souviennent de la *Crystalnacht*, à Berlin, en Allemagne. Nous savons très bien que le monde pouvait voir, mais avait choisi de se fermer les yeux. S'il l'avait voulu, le monde aurait pu entendre les pleurs de millions de gens. Il aurait pu ressentir les souffrances de six millions de victimes de l'holocauste. Même si la race et la religion étaient des critères, il y a eu beaucoup de gens qui furent pris dans l'horreur d'un monde devenu fou. C'est une époque où l'on a vu l'inhumanité de l'homme pour l'homme. Si l'on doit tirer des leçons de l'histoire, c'est le moment de se rappeler l'holocauste. N'oublions pas qu'après avoir vu, le monde a dit «jamais plus».

Je présume que de toutes les questions qui touchent la condition de juif, la négation de l'holocauste est celle qui peine le plus, celle qui résonne dans le cœur et dans l'esprit de nous tous, celle qui représente la pire attaque contre nos souvenirs et notre dignité. Un fait est indéniable et c'est Auschwitz. Je crois que l'holocauste transcende les mots et que la langue bafoue la réalité. Il y a des choses dans mon histoire juive qui sont trop terribles pour être vraies, mais qui se sont pourtant produites. Toutefois, il y a là une leçon à apprendre. Je crois que nous devons apprendre cette leçon. Nous devons en tant que Canadiens prendre carrément et fermement position en souvenir du passé et par respect pour la vérité. L'holocauste doit servir à plus que cela. Il doit servir de leçon à toute l'humanité. S'il y a une leçon qui vaut la peine d'être apprise, c'est bien celle-là. Lorsque le racisme se montre dans toute sa laideur, il est temps de réagir et de le combattre.

Ce n'est pas parce que les pays du Commonwealth ne s'entendent pas que nous, Canadiens, ne pouvons pas trouver le moyen de protester. Lorsque les droits de la personne sont foulés au pied et que nous gardons un silence étouffant, nous n'en valons que moins. Nous devons nous souvenir et agir. Un monde qui n'est pas sûr pour la démocratie n'est sûr ni pour les Juifs, ni pour les noirs. Il n'est sûr pour personne. Un monde qui n'est sûr ni pour les Juifs, ni pour les noirs, n'est pas sûr pour la démocratie.